

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans **Cinquante mois d'occupation allemande** (Volume 3 : 1917) du

VENDREDI 16 MARS 1917

La réponse de l'empereur Guillaume à la requête lui adressée par de hautes notabilités belges pour obtenir la cessation des déportations (1), a été transmise verbalement le 9 mars au baron de Favereau, président du Sénat Belge, par le baron von der Lancken, chef du département politique allemand à Bruxelles.

La voici :

« Sa Majesté fera examiner minutieusement par M. le Gouverneur Général et par les Autorités compétentes les demandes exprimées dans l'adresse qui lui a été remise. Sa Majesté réserve sa décision définitive jusqu'à la conclusion de cet examen. Entretemps, Sa Majesté a donné toutefois des instructions pour que les personnes amenées à tort en Allemagne comme chômeurs puissent immédiatement rentrer en Belgique, en tant qu'elles n'y soient pas déjà revenues, et pour que les déportations en Allemagne de Belges sans travail soient arrêtées jusqu'à nouvel ordre. »

D'autre part, les journaux censurés (**Note**) publient la note suivante, datée de Berlin, 14 mars:

« Des Belges notables appartenant aux divers partis se sont adressés à S. M. l'Empereur pour le prier

de mettre fin à l'envoi forcé d'ouvriers belges en Allemagne et de faire rentrer chez eux, les Belges qui y ont été envoyés.

Les signataires de cette demande directement adressée à Sa Majesté viennent d'être avisés que l'Empereur a décidé de faire soumettre les désirs qu'ils ont formulés à l'examen approfondi du Gouverneur général et des administrations compétentes, lui-même se réservant de prendre une décision définitive.

En attendant, Sa Majesté a donné l'ordre de faire rentrer immédiatement en Belgique, pour autant que cela n'ait pas été fait déjà, les Belges envoyés en Allemagne parce qu'ils avaient été considérés à tort comme chômeurs, et de suspendre jusqu'à nouvel avis les envois en Allemagne de Belges sans travail. »

En même temps que paraît cette note, se répand clandestinement la copie d'une éclatante protestation adressée au chancelier allemand au nom du peuple flamand. L'original a été envoyé à M. von Bethmann-Hollweg, en flamand (**Note**). Voici la traduction :

Anvers, 10 mars 1917

A son Excellence von Bethmann-Hollweg,
Chancelier de l'Empire allemand,
Berlin

EXCELLENCE,

A la date du 3 mars, vous avez reçu à Berlin la délégation d'un organisme, qui s'intitule « *Conseil*

de Flandre », mais qui, dans notre pays même, est totalement inconnu. (Note)

Il se dégage des communications qui furent faites à la presse, l'impression que cette députation aurait exprimé les revendications du peuple flamand ou du moins d'une partie notable de celui ci, et qu'elle-même était composée de personnalités influentes et haut placées.

Rien ne serait plus dangereux que de laisser, sans la contredire, s'accréditer pareille erreur.

Les personnalités inconnues qui, en pleine guerre, ont pris sur elles d'offrir leur collaboration au gouvernement allemand pour semer la division dans leur pays et pour modifier radicalement son organisation administrative, n'ont pas le moindre droit de parler au nom du peuple flamand et ne sont en aucune façon l'écho ni de ses vœux, ni de ses aspirations.

C'est en toute liberté, qu'avant la guerre, le peuple, flamand avait élu ses représentants à la Chambre et au Sénat : 115 députés et 57 sénateurs. Parmi ces 170 élus, il ne s'en est trouvé que deux pour se rallier à ce qu'on est convenu d'appeler : l'activisme.

La supplique adressée au gouvernement belge pour la flamandisation de l'Université de Gand fut signée jadis par 2.000 diplômés de nos universités : on n'a pu en trouver qu'une centaine pour adhérer au nouveau mouvement, et, de ce petit nombre, plusieurs déjà ont retiré

publiquement leur signature, tandis que d'autres ne cachent point qu'ils ont été trompés ou qu'ils se sont trompés, et qu'ils regrettent leur acte.

Le pays flamand et le mouvement flamand sont, depuis bien longtemps, représentés par de grandes et puissantes associations littéraires et politiques telles que : le « *Willemsfonds* », le « *Davidfonds* », le « *Nederduitsche Bond* », le « *Liberale Vlaamsche Bond* » d'Anvers, le « *Liberale Vlaamsche Bond* » de Bruxelles, les groupements ouvriers affiliés à nos trois partis politiques, l'Association des Juristes flamands, les Congrès des Médecins et Naturalistes flamands, etc.

On n'a pu obtenir l'adhésion d'aucun de ces grands groupements à cette politique anti-patriotique ; au contraire, leurs chefs et représentants ont trouvé l'occasion de s'élever énergiquement contre elle dans la protestation qu'ils ont adressée au Gouverneur général, à la date du 8 janvier 1916, au sujet de l'Université de Gand. (**Note**)

Dans les dernières années, aucune réforme flamande ne fut réclamée plus unanimement par le peuple flamand que la reconnaissance de son bon droit en matière universitaire. Un projet de loi pour la flamandisation de l'Université de Gand fut déposé à la Chambre par des députés, que, dans d'innombrables réunions, le pays flamand avait délégués à cet effet. Des

six signataires de ce projet, cinq sont encore en vie. Tous ont protesté contre l'immixtion de l'autorité allemande dans cette question de politique intérieure ; *tous sont opposés à la séparation administrative.*

On connaît, d'autre part, les sentiments des directeurs et rédacteurs en chef des journaux flamands paraissant avant la guerre et qui constituaient l'une des grandes forces du mouvement flamand : tous, unanimement, sont opposés à cette politique.

Notre Roi, vers lequel se portent tous nos coeurs, notre Gouvernement qui, sous la protection de notre armée invaincue continue à maintenir haut et ferme notre drapeau ont, sans réserve, condamné les efforts du petit groupe des soi-disant activistes.

Ces faits dûment établis suffisent pour réduire à sa juste valeur cette délégation anonyme, faite par un Conseil, lui-même oeuvre d'inconnus.

La création même de pareil Conseil, dans les circonstances présentes, suffirait d'ailleurs pour lui enlever toute autorité.

Vous n'êtes, certes, pas sans savoir qu'en Belgique toutes les associations à but politique ont été dissoutes par le pouvoir occupant ; que le droit de réunion est supprimé, que la liberté d'exprimer sa pensée est rendue impossible et punie de bannissement ou de prison ; que des

Flamands notoires, comme le professeur Paul Fredericq, M. le professeur De Bruyne, M. Alf. Sevens, ont été emmenés en Allemagne, que de tous les journaux flamands d'antan, porte-paroles de l'opinion publique dans notre pays, il n'y en a plus un seul qui paraisse en pays occupé. Quelle valeur, dans ces conditions, un observateur impartial peut-il attacher à l'opinion de ceux pour lesquels, par la grâce de l'ennemi, toutes ces restrictions ont été supprimées et qui tiennent un langage et posent des actes servant la politique de cet ennemi, cela en opposition avec celle de leur propre Roi !

La scission de notre pays en deux parties administrativement distinctes, une région flamande et une région wallonne, est le but que poursuivent ces Messieurs. Comme le dit votre déclaration : *« La frontière linguistique doit devenir le plus rapidement possible la frontière entre deux provinces réunies sous l'autorité de M. le Gouverneur général, mais, pour le reste, elles seront absolument séparées au point de vue administratif. »*

A cela, notre réponse sera brève : *La séparation administrative n'appartient pas au programme du mouvement flamand.*

Il y a quelques années, certains Wallons, sans d'ailleurs trouver d'écho dans le pays, ont parlé, en une heure d'oubli, de séparation administrative.

Avec l'assentiment de tous les Flamands, l'un des plus radicaux d'entre eux, fit à ces quelques séparatistes la réponse catégorique que voici : *« Je suis heureux de pouvoir le déclarer clairement et catégoriquement, en cette occasion solennelle et en présence d'un aussi grand nombre de Flamands et de chefs du mouvement flamand appartenant à toutes les confessions et à tous les partis politiques, jamais jusqu'à présent, pas même aux moments les plus sombres de l'histoire de la Flandre après 1830, jamais une voix ne s'est élevée de nos rangs pour exiger quelque chose qui ressemblât à la séparation administrative. »*

Puis, après avoir rappelé que ni la crainte ni l'intérêt ne le faisait parler ainsi, mais l'amour de notre Commune Patrie, l'orateur, parlant de la Belgique, continua en ces termes :

« Ce petit pays, nous ne l'estimons ni trop grand ni trop puissant ; nous croyons que ni son indépendance, ni sa mentalité ne sont suffisamment garanties contre tous les dangers pour vouloir témérairement diminuer la force de résistance qu'il doit à l'union et à la concorde des deux nationalités qui le composent. Sous aucun prétexte, nous ne voulons nous risquer à l'affaiblir et surtout pas pour les raisons invoquées par les séparatistes, raisons qui semblent être d'ordre nationaliste, mais derrière lesquelles en réalité se cachent des préoccupations politiques. »

Et il termina par cette déclaration catégorique :

« Je le déclare ici hautement et je suis certain, en parlant comme je le fais, d'exprimer le fond de la pensée de tous les Flamands ; même si la proposition des séparatistes n'était pas si hypocrite, même alors, nous ne voudrions à aucun prix entendre parler d'une séparation quelconque.

Pour remédier aux situations qu'ils ont en vue, des mesures législatives s'imposent, par exemple la révision des lois électorales ; mais il ne saurait être question de prendre des mesures qui pourraient encore affaiblir, à l'égard de l'étranger, un pays déjà suffisamment divisé à l'intérieur. »

C'est ainsi que s'exprimait, le 12 août 1912, M. Pol de Mont, parlant comme président du XXXII^{ème} Congrès Néerlandais de langue et de littérature tenu à Anvers, et dans cette réunion, la plus autorisée qu'il y ait au point de vue linguistique, ses paroles furent unanimement approuvées.

(Note)

Qui donc pourrait, dans ces conditions, soutenir que la séparation administrative fasse partie du programme flamand ?

Votre Excellence penserait-elle, au surplus, que les raisons si clairement exprimées en 1912, au nom du mouvement flamand tout entier, aient perdu de leur force en 1917, après tout ce qui s'est passé dans notre pays ?

Nous estimerait-elle, nous Flamands, aveugles, au point d'être capables, après avoir vu notre peuple sacrifier avec un héroïsme admirable

son sang et ses biens pour la défense de notre Drapeau et de notre Honneur, d'accepter la division de la Patrie et le morcellement de notre Nationalité, pour devenir, après une restauration temporaire et apparente, la proie facile de voisins ambitieux et conquérants ?

Ces considérations doivent être de nature à faire comprendre à Votre Excellence que le peuple flamand ne veut pas entendre parler de séparation administrative.

Certes, les Flamands sont convaincus qu'après la paix leurs droits linguistiques seront pleinement reconnus ; et ils sont hautement blâmables ceux qui s'en vont répétant que cette guerre, alors que les Flamands remplissent si pleinement leurs devoirs, supprimera la question flamande.

C'est là un langage méprisable et antipatriotique.

Mais si nous ne craignons pas de stigmatiser de la sorte pareil langage, ce nous est un devoir tout aussi impérieux de vous déclarer que ce qui vous fut affirmé à Berlin, ne correspond ni aux aspirations ni à la volonté de nos populations flamandes.

Est-il d'ailleurs de la compétence du pouvoir occupant de prendre des initiatives de ce genre ?

Les Conventions de La Haye ne permettent pas à l'occupant de modifier les institutions légales existantes, sauf dans les cas d'absolue nécessité,

commandés par des raisons militaires.

Vos propres jurisconsultes enseignent à ce sujet : « *Avant tout, il faut tenir compte ici du principe qui ne reconnaît pas à l'occupant le droit de modifier ou moins encore de supprimer l'organisation juridique telle qu'elle a été établie par le gouvernement et la législation du pays, ni d'interrompre le fonctionnement de l'organisme administratif ...* » (Prof. E. von Ullmann, de l'Université de Munich, dans ***Völkerrecht*** ; § 183, p. 495.) (Note)

Or, la séparation administrative est en contradiction avec toutes nos lois et ne saurait être défendue par personne comme une mesure dictée par la nécessité militaire. Vous-même, du reste, lui avez donné un tout autre fondement.

Votre Excellence semble d'ailleurs se faire une idée inexacte du mouvement flamand. Ce mouvement n'est pas du tout une lutte contre les Wallons ; il a pour but de combattre la méconnaissance, dans notre propre milieu flamand, de la belle langue de nos aïeux.

Les Belges Flamands ne sont pas une race incorporée de force, contre son gré, dans quelque grand pays. Ce sont de libres associés, dans une démocratie libre. Ils sont, avant tout, les maîtres de leurs propres destinées, et ils n'ont point attendu l'intervention de l'étranger pour faire valoir leurs griefs, en matière linguistique et obtenir gain de cause.

C'est ce que démontrent les lois flamandes :
De 1873 sur l'organisation judiciaire ;
Du 22 mai 1878 sur l'organisation administrative ;
Du 15 juin 1883 sur l'enseignement moyen officiel ;
Du 3 mai 1889, du 4 septembre 1891 et du 22 février 1908, sur l'organisation judiciaire ;
Du 18 avril 1898 relative au vote et à la publication des lois, loi qui reconnut officiellement l'égalité de nos deux langues nationales ;
Du 12 mai 1910 sur l'enseignement moyen libre ;
Du 2 juillet 1913 sur l'armée ;
Du 19 mai 1914 sur l'enseignement primaire.

Votre Excellence pourra trancher elle-même la question savoir si, dans le même espace de temps, les peuples non germaniques qui sont incorporés à l'Empire allemand ont obtenu des réformes de même portée.

Certes, l'oeuvre de justice et de réforme en pays flamand n'est ni parfaite ni achevée, mais les mesures qui manquent encore, celles surtout relatives à l'enseignement supérieur, nous désirons qu'elles soient prises comme toutes les mesures précédentes : *dans les formes prescrites par notre Constitution et en toute indépendance.*

Nous sommes intimement convaincus que la communauté des luttes et des souffrances n'aura fait que resserrer et rendre indissolubles les liens séculaires qui nous unissent à nos frères wallons.

Quant à tout ce qui, entretemps, aura pu être décrété par le pouvoir occupant, le droit enseigne

que, dès le jour où l'occupation cessera, tout cela s'évanouira.

Il est vrai que vous avez déclaré à Berlin que *«l'empire allemand, au moment des négociations de paix, et aussi après la conclusion de la paix, fera tout ce qu'il pourra pour faciliter et assurer le libre développement de la race flamande. »*

Nous comprenons que votre politique vous dicte pareil langage, mais vous comprendrez à votre tour que l'honneur, la dignité et le patriotisme de notre peuple ne permettent qu'une seule réponse :

Jamais nous n'accepterons une paix par laquelle il serait permis à votre gouvernement ou à n'importe quel état étranger de s'immiscer dans nos affaires intérieures.

La guerre durera ce qu'il faudra, mais il faut que l'indépendance de notre pays soit, après la guerre, ce qu'elle était avant : libre tant vers l'Est que vers l'Ouest ; vers le Nord comme vers le Sud, sans assujettissement d'aucune sorte, ni économique, ni politique !

EXCELLENCE,

Il n'entre pas dans nos intentions et il n'est point d'ailleurs en notre pouvoir de commencer en temps de guerre une agitation autour du problème que nous discutons ; nous avons trop à coeur le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans notre

pays déjà si éprouvé mais, mandataires publics et dirigeants d'institutions flamandes importantes, nous devons à la vérité et à nous-mêmes de ne point vous laisser dans l'ignorance de la réalité des faits et de nos sentiments.

En temps normal, des milliers de signatures viendraient se joindre aux nôtres.

Actuellement, il ne nous est même pas possible d'atteindre tous les signataires de la protestation contre l'intervention de l'autorité allemande dans la question de l'Université de Gand.

Mais quiconque connaît notre peuple flamand pourra attester que nous avons rendu fidèlement et dans une forme modérée l'opinion publique.

Si Votre Excellence en doutait, qu'elle lève alors les restrictions qui entravent la liberté de parler et d'écrire et, des Ardennes à la mer, l'attitude des séparatistes sera profondément désapprouvée, notre peuple entier se dressera pour vous dire : *Tous, Flamands et Wallons, nous n'avons actuellement qu'un seul souhait, une seule pensée, une seule volonté : LA PATRIE BELGE, LIBRE ET INDIVISIBLE.* (Note : BASSE, p. 228)

(S.) Baron Cogels, gouverneur honoraire de la province d'Anvers, sénateur ; comte de Baillet Latour, gouverneur honoraire de la province d'Anvers, sénateur ; Jean / Jan Devos / De Vos, bourgmestre d'Anvers ; Alph. / Alfons Ryckmans /

Rijckmans, sénateur d'Anvers ; Léon Van Peborgh, sénateur d'Anvers ; Elbers, sénateur du Brabant ; Vinck, sénateur du Brabant ; De Becker-Remy, sénateur de Louvain ; baron de Kerckhove d'Exaerde, sénateur d'Audenaerde-Alost ; **J.** De Blicck, sénateur d'Audenaerde-Alost ; Oscar Vander / **Van der** Molen, sénateur d'Anvers ; baron van Reynegom de Buzet, sénateur de Malines-Turnhout ; **Louis** Franck, député d'Anvers, président du Cercle des Juristes flamands ; G. Royers, député d'Anvers ; R. de Kerckhove d'Exaerde, député d'Anvers ; E. De Meester, député d'Anvers ; **Edm.** Duysters, député d'Anvers ; F. De Schutter, député d'Anvers ; **X.** De Bue, questeur de la Chambre des Représentants ; Borginon, député de Bruxelles ; vicomte de Jonghe d'Ardoye, député de Bruxelles ; J. Nobels, député de Saint-Nicolas ; Dr Lamborelle, député de Malines ; J. Rens, député d'Alost ; Tibbaut, député de Termonde ; Buyl (**Note** : Adolphe), député d'Ostende-Furnes-Dixmude ; Claes, député de Louvain ; Cl. Peten, député de Hasselt ; Jos. Verachtert, député de Turnhout ; A. Versteylen, député de Turnhout ; **Edmond** Picard, bâtonnier des avocats près de la Cour de cassation ; **Em.** Montens, président ff. de la Députation permanente d'Anvers ; A. Verwilghen, membre de la Députation permanente de la Flandre Orientale ; Van Hoorenbeeck, bourgmestre ff. de Malines ; F. **Dufour** / **du Four**, bourgmestre de Turnhout ; Dr

De Smedt, bourgmestre de Saint-Nicolas ; Cootmans, bourgmestre de Berchem ; Dr Van Damme, bourgmestre d'Hoboken ; A. Cools, échevin de la ville d'Anvers, membre du comité du Parti ouvrier belge ; **Fr. Van de Henden / den Heeden**, échevin de Malines ; Monseigneur Cleynhens, doyen d'Anvers ; Monseigneur Roucourt, doyen de Berchem ; Rév. Père Rutten, de l'Ordre de Saint-Dominique (**Note** : Secrétaire Général des Syndicats Chrétiens en Belgique) ; Chanoine Luytgaerens, secrétaire général du *Boerenbond belge* ; professeur **E. Vliebergh**, de l'Université de Louvain, président général du «*Davidfonds* » ; professeur **A. Vermeylen**, de l'Université de Bruxelles, président du cercle des littérateurs flamands ; professeur Duflou de l'Université de Bruxelles ; **professeur Callewaerts, de l'Université de Bruxelles *** ; Dr **Hegenscheydt / Dr Hegenscheidt**, de l'Université de Bruxelles ; Dr Nuyens, président du «*Nederduitsche Bond* », président de l'extension universitaire catholique flamande ; Jules Lagae, sculpteur, membre de l'Académie royale de Belgique ; Julien / Juliaan Devriendt / De Vriendt, ancien représentant, directeur de l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers ; **N. Cupérus**, président d'honneur du «*Liberale Vlaamsche Bond* » d'Anvers ; E. De Puydt, président d'honneur du «*Liberale Vlaamsche Bond* » d'Anvers ; Dr Teirlinck, (ancien ?) président du «*Liberale Volksbond* » de Bruxelles ; L. / Is.

Van Dooselaere, grand-maître de la Loge maçonnique Marnix de Saint-Aldegonde ; Jean / Jan Van Menten, président de l'Association de la Presse belge, section Anvers-Limbourg ; K. Weyler, conseiller communal d'Anvers, ancien président du «*Liberale Volkspartij* » et du barreau flamand d'Anvers ; H. Mosly / Mossly, ancien président du «*Liberale Volkspartij* » d'Anvers ; J. G. Delannoy, conseiller communal d'Anvers, membre du comité du *Parti ouvrier belge* ; **Hector** Lebon, ancien président du barreau flamand d'Anvers, secrétaire du conseil de discipline de l'Ordre des avocats ; Jean Jans, ancien bâtonnier du barreau d'Anvers ; K. Adriaensens (**Note** : président du *Onderwijzersbond* Diesterweg, Antwerpen) ; J. Soeten, conseiller communal d'Anvers ; Dr Schuyten, membre du comité des «*Vlaamsche Natuur- en Geneeskundige Congressen* » ; Dr **Maurits** Sabbe, rédacteur du *Vlaamsche Gids*, Malines ; Herman Terlinck, homme de lettres, Bruxelles ; **Karel** Van de **Woesteyne** / **Woestijne**, homme de lettres, Bruxelles ; F. Claes, président du Cercle anversoïis d'archéologie, conservateur du Musée du Steen ; R. Kreglinger, ancien secrétaire de l'Association libérale et constitutionnelle d'Anvers, secrétaire de la section anversoïise de la Ligue de l'Enseignement ; W. / V. Van Kuyck, vice-président de l'Association démocratique libérale d'Anvers ; M. / V. Ressler, secrétaire de l'association

«*Bevordering*» ; Jef Van de Venne, secrétaire de la Ligue libérale flamande d'Anvers ; Aug. De Bruyne, conseiller communal d'Hoboken ; Geersens, président de la Jeune garde flamande d'Anvers.

(1) Voir 20 février 1917 :

<http://www.idesetautres.be/upload/19170220%2050%20MOIS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Notes de Bernard GOORDEN.

Concernant les « *journaux censurés* », lisez l'article de synthèse du journaliste argentin Roberto J. **Payró**, ressortissant d'un état neutre et témoin oculaire : « *Les Allemands en Belgique. La presse durant l'Occupation* » :

<http://www.idesetautres.be/upload/PAYRO%20PRENSA%20DURANTE%20OCUPACION%20FR%2019190613.pdf>

L'*éclatante protestation* (« *Manifest der 77 ondertekenaars* ») adressée au chancelier allemand von Bethmann-Hollweg au nom du peuple flamand, en date du 10 mars 1917 a été qualifiée par Raf Verhulst (*activiste* condamné à mort par contumace le 31 mai 1920) de « *Stoofhakenmanifest* » (que l'on pourrait rendre en français par « *Manifeste remuant des cendres* »). Cette information est rapportée notamment par Joost **Vandommele** (page 4, note 5) dans un opuscule intitulé « *Heraut van het activisme : René de Clercq in 1917* » :

joost.vandommele@skynet.be

https://www.google.be/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwi5ILrLiqvSAhUsB8AKHR6WAgsQFggcMAA&url=http%3A%2F%2Fwww.deerlijk.be%2Fsites%2Fdeerlijk%2Ffiles%2Fmedia%2Frcd_in_1917_heraut_van_het_activisme_brochure_joost.pdf&usq=AFOjCNFaW7JXvo0BVaGjcuQtMu6aP4Z11w

Cette **éclatante protestation** est qualifiée de « Manifest tegen de bestuurlijke scheiding » par Arthur L. **Faingnaerts** : **Verraad of zelfverdediging ? Bijdragen tot de geschiedenis van den strijd voor de zelfstandigheid van Vlaanderen tijdens den oorlog van 1914-18** ; Kapellen, Noorderklok ; 1932, 863 p. (**e-book** vendu par la **Heruitgeverij**)

La liste des signataires y figure en annexe III (3 pages). Dans la mesure où il y a de très légères variantes, je les ai comparées. Tout ce que j'ai mentionné en violet figure chez ce dernier auteur. Il **ne** mentionne **pas** le **professeur Callewaerts, de l'Université de Bruxelles** *. En revanche, il en mentionne 2 (deux) qui ne sont pas repris supra : « **ROBIJN, Volksvertegenwoordiger van Brussel** » (**repris dans la version officielle, infra**)

« **VERREPT, Gemeenteraadshoofd van Antwerpen, Algemeen Secretaris van het Liberaal Werkersverbond** ». (**Frans Verrept**)

A défaut de n'avoir pu, dans un premier temps, accéder à la version intégrale flamande de cette **éclatante protestation**, j'avais mentionné divers liens. Je communique le fruit de ces recherches.

Des extraits de ce **manifeste** figurent notamment dans Maurits **BASSE, De Vlaamsche Beweging van 1905 tot 1930** (Gent, 1933), page

228 (Hoofdstuk VII. *De tweede Raad van Vlaanderen*) :

http://www.dbnl.org/tekst/bass001vlaa01_01/bass001vlaa01_01_0008.php

« (...) de Duitsche huichelarij - en tevens de activistische naïveteit - meesterlijk aan de kaak gesteld in eenige gevatte woorden » (BASSE) :

Uw Excellentie zelf kan beoordeelen of de volkeren van niet-Duitsche taal, die tot het Duitsche Rijk behooren, in dezelfde spanne tijds gelijkwaardige hervormingen hebben doorgevoerd!

De brief eindigde als volgt :

*« In gewone tijden zouden duizenden handteekeningen zich bij de onze voegen. Nu is het niet eens mogelijk al de ondertekenaars te bereiken die het protest tegen het ingrijpen der Duitsche overheid in zake de Hoogeschoolkwestie mede onderschreven. Maar al wie ons Vlaamsche volk kent, weet dat wij de algemeene meening, getrouw en gematigd, hebben weegegeven. Mocht Uw Excellentie er aan twijfelen, dan heffe zij de belemmering op, die op woord en schrift hier drukt, en van de Ardennen tot aan de zee zal de houding der separatisten diep worden afgekeurd, en heel ons volk getuigen dat wij allen, Vlamingen en Walen, in deze tijden slechts één wensch, één wil, ééne gedachte hebben : **het vrije en onverdeelbare Belgische vaderland.** »*

Nous avons fini par le trouver sous le titre *Protestbrief van de Vlaamsche notabelen uit de politieke wereld, tegen de aktivisten van den*

zoogezegden « Raad van Vlaanderen » en tegen 's lands bestuurlijke scheiding et nous le reproduisons infra, intégralement.

Pour le discours de M. **Pol de Mont** du 12 août 1912, consultez Matthijs de **RIDDER** ; **Ouverture 1912. Literatuur en Vlaamse Beweging aan de vooravond van de Grote Oorlog** ; Antwerpen, AMVC-Letteren huis ; 2008, 384 p. (ill.; AMVC-publicaties, nr. 11; ISBN 9789076785110)

Emanuel von **Ullmann** ; **Völkerrecht** ; Tübingen, Mohr ; 1908, VIII-555 p. :

<https://ia800506.us.archive.org/15/items/vlkerrecht00unkngoog/vlkerrecht00unkngoog.pdf>

Lisez Fernand **PASSELECQ** ; **Question flamande et l'Allemagne** ; Berger-Levrault ; 1917, 333 pages :

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k372338t/f3.image.r=&rk=21459;2>

Lisez aussi l'essai **Pour teutoniser la Belgique** (*L'effort allemand pour exploiter la querelle des races et des langues* ; Paris, Bloud et Gay, 1916, 119 pages ; « Pages actuelles », N°69-70) de Fernand **PASSELECQ**, sur :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

Les Archives du Conseil de Flandre (Raad van Vlaanderen) publiées par la Ligue Nationale pour l'Unité Belge ; Bruxelles, Anciens Etablissements Th. Dewarichet ; 1928, LXVI-551-VIII pages, dont XXXI planches hors texte. (« *Documents pour servir à l'Histoire de la guerre en Belgique* »). Elles seront progressivement disponibles en **PDF** sur :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

Pour une information de base relative à « *la transformation de l'université française de Gand en une université flamande* », transitez notamment par la table des matières de 1916 de **50 mois d'occupation allemande**, vous permettant de repérer toutes les dates où cette problématique fut traitée (avec des hyperliens renvoyant vers d'autres documents) :

<http://www.idesetautres.be/upload/CINQUANTE%200MOIS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%201916%20TABLE%20MATIERES%20INDEX%20.pdf>

Protestbrief van de Vlaamsche notabelen uit de politieke wereld, tegen de aktivisten van den zoogezegden « Raad van Vlaanderen » en tegen 's lands bestuurlijke scheiding.

Antwerpen, den 10 Maart 1917.

AAN ZIJNE EXCELLENCIE
DEN HEER VON BETHMANN-HOLLWEG,
KANSELIER VAN HET DUISSCHE RIJK,
BERLIJN.

Den 3 Maart, hebt Gij te Berlijn eene afvaardiging ontvangen van een lichaam, dat zich noemt : Raad van Vlaanderen, maar dat, in ons eigen land, volstrekt onbekend is.

Uit de verklaringen, daarover aan de pers medegedeeld, krijgt men den indruk alsof deze afvaardiging de wenschen uitsprak van het Vlaamsche volk of van een merkelyk deel daarvan en zelve

samengesteld was uit mannen, die in dit land ontzag en invloed zouden hebben.

Niets zou gevaarlijker zijn dan zulke meening, zonder tegenspraak, ingang te laten vinden.

De ongenoemde heeren, die, terwijl de oorlog nog volop woedt, het op zich genomen hebben aan de Duitsche regeering hun medewerking te verleen en hun land te verdeelen en een volslagen ommekeer te brengen in zijn innerlijke inrichting, hebben niet het minste recht te spreken in naam van het Vlaamsche volk en vertegenwoordigen noch de verlangens, noch de betrachtingen van dit volk.

In volle vrijheid, heeft het Vlaamsche volk, vóór den oorlog, zijne vertegenwoordigers in Kamer en Senaat gekozen ten getale van 113 voor de Volksvertegenwoordigers en 57 voor de Senatoren. Onder die 170 gekozenen, hebben zich slechts twee bij de zoogenaamde aktivische beweging aangesloten.

Het vertoog aan de Belgische Regeering over de vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool werd destijds door 2.000 hoogeschoolgediplomeerden ondertekend. Slechts een honderdtal werd er gevonden om de nieuwe richting te steunen en, van dit klein getal, hebben reeds verscheidenen openlijk hun handteeken teruggetrokken, terwijl anderen er geen geheim van maken dat zij misleid werden of zich vergist hebben en hunne daad betreuren.

Het Vlaamsche land en de Vlaamsche beweging zijn van vóór jaar en dag vertegenwoordigd door groote en invloedrijke genootschappen, zoo letterkundige als politieke, zooals daar zijn het *Willemsfonds* en het *Davidfonds*, de *Nederduitsche Bond* en de *Liberale Vlaamsche Bond* van Antwerpen, de *Liberale Volksbond*

van Brussel, de Vlaamsche werklieden-groepen en de drie Staatspartijen, de *Bond der Vlaamsche Rechtsgeleerden*, *Vlaamsche Natuur- en Geneeskundige Kongressen* en meer andere.

Geen enkele dier groote groepeerings heeft zich voor deze onvaderlandsche politiek laten vinden.

Integendeel hebben hunne voorzitters en vertegenwoordigers er in principie tegen geprotesteerd in het verzoeg aan Gouverneur Generaal von Bissing, in datum van 8 Januari 1915, over de Hoogeschool van Gent.

In de laatste jaren is geene Vlaamschgezinde hervorming meer eensgezind door het Vlaamsche volk geeischt, dan zijn volle recht op universitair gebied.

Een wetsontwerp ter vervlaamsching der Hoogeschool van Gent werd neergelegd in de Kamer door volksvertegenwoordigers, die daartoe in talloze vergaderingen van de Vlaamsche bevolking mandaat hadden gekregen. Van de zes onderteekenaars zijn vijf nog in leven. Allen hebben verzet aangeteekend tegen de immenging van het Duitsch gezag in vraagstukken van binnenlandsche Staatskunde, en allen zijn tegen de bestuurlijke scheiding gekant.

Het gevoelen der bestuurders en hoofdstellers der Vlaamsche dagbladen, die vóór den oorlog verschenen en een der grootste krachten van de Vlaamsche beweging zijn, is gekend : Zij zijn eensgezind tegen.

Onze Koning, aan wien ons aller hart hangt, onze Regeering, die onder de bescherming van ons onoverwonnen leger onze vlag hoog houdt, hebben onbewimpeld het streven van het groepje zoogenaamde aktivisten veroordeeld.

Deze vaststaande feiten volstaan om de ongenoemde afvaardiging van een door onbekenden aangestelden Raad tot hare ware beteekenis terug te brengen. Het ontstaan zelf van dien Raad onder de heerschende omstandigheden zou daartoe reeds afdoende zijn : Zeker is het U niet onbekend dat in België alle maatschappijen, die zich met staatkundige belangen bezig hielden, door de bezettende macht ontbonden zijn ; dat het redit van vergadering geschorst is ; dat de vrije uiting der gedachten onmogelijk werd gemaakt en met verbanning of gevang gestraft wordt ; dat de uitstekende Vlaamschgezinden, als Prof. Fredericq, Prof. de Bruyne, Alf. Sevens, naar Duitschland gezonden werden ; dat van alle vroegere Vlaamsche dagbladen, tolken der openhare meening in ons land, geen enkel meer in het bezet gebied verschijnt. Wat belang kan een onpartijdig beoordeelaar dan hechten aan de meening van hen die door de gratie van den vijand van deze beperkingen ontheven werden en een taal voeren en daden begaan die zijne politiek dienen in tegenstrijd met hun eigen Koning ?

De splitsing van ons land in een Waalsch en in een Vlaamsch bestuurgewest, is het doel dat die Heeren nastreven. Naar luid van uwe verklaring *«moet de taalgrens zoohaast mogelijk de grensscheiding worden van twee onder bevel van den Heer Gouverneur Generaal vereenigde maar overigens gescheiden bestuurlijke gebieden »*.

Ons antwoord op deze politiek zal kort wezen : *De bestuurlijke scheiding maakt geen deel uit van het Vlaamsche programma.*

Toen vóór éenige jaren van Waalsche zijde, in een onbewaakt oogenblik van *« séparation administrative »*

gesproken werd, zonder overigens bij onze landgenooten weerklank te vinden, gaf daarop, met instemming van alle Vlaamschgezinden, een der radikaalsten onder hen het volgende klinkend antwoord :

« Ik stel het op prijs, het hier heden bij deze plechtige gelegenheid en in 't bijzijn van zulk een groot aantal Vlaamschgezinden en leiders van Vlaamschgezinden van elke belijdenis en van elke politieke richting klaar en duidelijk te kunnen zeggen : *Nog nooit, ook niet in de somberste dagen van Vlaanderens geschiedenis na 1830, is uit onze rangen een stem opgegaan, aandringende op iets dat op de bestuurlijke scheiding zou gelijken.* » (Handelingen, bl. 47.)

En verder – na er op gewezen te hebben dat vrees noch eigenbelang die houding ingaf, maar alleen de liefde tot het gemeenschappelijk vaderland – ging de redenaar voort, van België sprekend (bl. 49) :

« Dat landeken, wij achten het niet te groot en niet te sterk ; wij beschouwen zijn onafhankelijkheid en zijn onzijdigheid niet als zoo volkomen veilig tegen alle gevaren gewaarborgd, dat wij, roekeloos, het weerstandsvermogen dat het dank zij de eendracht en der eenheid van zijn uit twee nationaliteiten bestaande bevolking, zouden gaan verstoren of laten verbreken *om het even welk voorwendsel*, en wel het allerminst om hooger gezegde redenen van nationales aard, waarachter, in werkelijkheid, hoofdzakelijk politieke bekommernissen verborgen zitten. »

En ten slotte besloot hij met deze uitdrukkelijke en herhaalde verklaring :

« Ik verklaar het hier luid, en nogmaals ben ik zeker te spreken uit het hart van alle Vlamingen : ook dan, als

de voorstelling der separatisten niet zoo valsch ware, ook *dan nog zouden wij van geen scheiding willen hooren*. Met het oog op de door hen bedoelde toestanden, dringen wetgevende maatregelen zich op, herziening van de verkiezingswetten, b.v., maar geenszins maatregelen, die het land, innerlijk al genoeg verdeeld, *ook naar buiten nog zouden verzwakken.*»

Zoo getuigde in Augustus 1912 Pol de Mont, sprekend als voorzitter van het XXXII^o Nederlandsch Taal- en Letterkundig Congres te Antwerpen ; en in die gezaghebbenste onder alle vergaderingen op taalgebied in ons land vonden zijne woorden algemeen instemming.

Wie heeft in die omstandigheden het recht de bestuurlijke scheiding voor te stellen als een deel van het Vlaamsch program ?

Zou uwe Excellencie overigens denken dat de redenen in 1912, namens de geheele Vlaamschgezinde Beweging zoo duidelijk omschreven, heden, in 1917, na wat er in ons land gebeurd is, iets van hunne kracht hebben verloren? Zou Zij ons, Vlamingen zoo blind achten dat, na ons volk met weergaloozen heldenmoed bloed en goed te hebben zien offeren voor onze vlag en onze eer, wij als resultaat de splitsing van het vaderland en de verbroekeling van onze nationaliteit zouden aanvaarden, om dan, na een tijdelijk en schijnbaar herstel, de gemakkelijke prooi te worden van landgesjacher en veroveringszucht ?

Deze overwegingen zijn wel van aard te doen begrijpen dat de Vlaamsche bevolking van geen bestuurlijke scheiding weten wil. Zeker is die bevolking vast overtuigd dat zij na den vrede hare taalrechten ten volle zal zien erkennen. En zij, die beweren dat men na den oorlog van die rechtvaardige eischen niet zal willen

hooren, zij verdienen de scherpste afkeuring. Zulke gezegden zijn slecht en nadeelig voor het vaderland. Maar evengoed als wij dezen afkeuren, evengoed zijn wij overtuigd dat het onze plicht is, in onze hoedanigheid van openbare mandatarissen, om mee te deelen dat hetgeen u werd verklaard te Berlijn, geensziens beantwoordde aan de verlangens en den wil van onze Vlaamsche menschen.

Ligt het trouwens wel in de bevoegdheid van de bezettende macht om maatregelen van dien aard in te voeren ?

Het volkenrecht laat aan den bezetter niet toe, de bestaande instellingen te wijzigen, hetzij in geval van volstrekke noodzakelijkheid, opgedrongen door militaire beweegredenen. De verdragen van Den Haag zijn in dit opzicht zeer duidelijk en uwe eigene rechisgeleerden zeggen hierover :

« Vóór alles moet men hier rekenschap houden met het beginsel dat het aan den bezetter niet toebehoort te wijzigen en nog minder af te schaffen de rechtsinrichting, zooals ze ingesteld is door het bestuur en de wetgeving van het land, noch de werking te onderbreken van het bestuurlijk organisme. » (Prof. von Ullmann van de Hoogeschool van Munich, in **Völkerrecht**, § 183, bl. 445.)

Welnu, de bestuurlijke scheiding is in strijd met al onze wetten en kan door niemand verdedigd worden als daad, die zou opgedrongen worden door militaire noodwendigheid ; U zelf hebt haar dien grondslag niet gegeven.

Uwe Excellencie schijnt zich een onjuist denkbeeld te hebben gevormd van de Vlaamsche Beweging. Haar doel is geenszins de Walen of Frankrijk te bestrijden,

maar wel ons eigen Vlaamsch midden onze schoone en oude taal te verheffen, die onrechtvaardig miskend wordt. De Vlaamsche Belgen zijn niet een ras, dat door overmacht bij een groot land is gevoegd. Zij zijn vrije vennoten in een vrij gemeenebest. Zij zijn over 't algemeen meester van hun eigen lot en zij hebben niet gewacht op de tusschenkomst van den vreemde om op de grieven te wijzen, die zij op taalgebied hadden.

Daarvan getuigen de Vlaamsche wetten :

Van 1873 op het rechtswezen.

Van 22 Mei 1878 op he bestuurlijke inrichting.

Van 15 Juni 1883, op het middelbaar onderwijs.

Van Mei 1889, 4 September 1891 en 22 Februari 1908, op het rechtswezen.

Van 18 April 1898 op de stemming en bekendmaking der wetten waarbij officieel de gelijkheid der beide landtalen bekrachtigd werd.

Van 12 Mei 1910, op het vrij middelbaar onderwijs.

Van 2 Juli 1913 op het leger.

Van 19 Mei 1914 op het lager onderwijs.

Uwe Excellencie kan zelf oordeelen over de vraag of, in één zelfde spanne tijds, de volkeren, die Duitschland bewonen en de Duitsche taal niet spreken, hervormingen van hetzelfde gehalte verkregen hebben.

Wij erkennen het : 't werk van hervormingen en rechtvaardigheid in het Vlaamsche land is noch volmaakt, noch voleindigd, maar de maatregelen, welke nog niet genomen werden en vooral die betreffende het hooger onderwijs, wij verlangen, dat zij genomen worden, als al de voorgaande, binnen de perken van onze Grondwet en in volle onafhankelijkheid – en wij zijn innig overtuigd, dat de strijd en het lijden, te samen doorgemaakt, de eeuwenoude banden nog toegehaald

hebben, die de Vlamingen aan hunne Waalsche broeders verbinden.

Hetgeen intusschen tot stand zal gebracht worden door de bezettende macht, wordt door ons beschouwd als niet bestaande, van den dag af waarop de bezetting zal ophouden, en dit op grond van het Internationaal Recht.

Weliswaar heeft U te Berlijn verklaard « *dat het Duitse Keizerrijk, bij de vredesonderhandelingen en ook dadelijk daarna, alles zal in 't werk stellen om de vrije ontwikkeling van het Vlaamsche ras te vergemakkelijken en te verzekeren* ».

Wij begrijpen dat uw politiek U er toe leidt om zoo te spreken ; doch, aan uwen kant zult U ook begrijpen, dat de eer, de waardigheid en de vaderlandsliefde van onze bevolking ons slechts één antwoord veroorloven :

Nooit zullen wij een vrede aanvaarden, waarbij het aan uw Gouvernement, of aan welkdanigen vreemden Staat ook, zou toegelaten zijn zich met onze binnenlandsche zaken te bemoeien.

De oorlog kan duren zoolang hij moet, maar de onafhankelijkheid van ons land moet na den oorlog bestaan zooals vóór den oorlog : even volledig, even geheel naar het Oosten als naar het Noorden en naar het Zuiden. In geen enkel opzicht, noch op economisch, noch op politiek gebied, willen wij een onderworpenheid tegenover gelijk wien.

EXCELLENTIE,

Het ligt niet in onze bedoeling, en het ligt trouwens niet in onze macht, om in oorlogstijd eene agitatie te verwekken, bij gelegenheid van het ontwerp, dat wij hier bespreken. Doch als openbare mandatarissen, als leiders van belangrijke Vlaamsche vereenigingen en

inrichtingen, zijn wij tegenover de waarheid en tegenover ons zelf verplicht (U niet onwetend te laten omtrent de echtheid der feiten en omtrent de gevoelens, die ons bezielen) (1).

In gewonen tijd zouden duizenden handteekeningen zich bij de onze voegen. In de gegeven omstandigheden kunnen wij niet eens al degenen bereiken, die het protest ondertekenden tegen de tusschenkomst van de Deutsche overheid inzake de inrichting van een Vlaamsche Hoogeschool te Gent.

Doch alwie ons Vlaamsch volk kent, weet dat wij getrouw en bezadigd de algemeene denkwijze hebben weergegeven. Mocht Uwe Excellencie er aan twifelen, dat Zij dan alle belemmeringen heffe, die op het oogenblik de uitoefening beletten van het recht op het woord en op de pers, en van de Ardennen tot aan de Noordzee zal die houding der separatisten diep worden afgekeurd en heel ons volk zal U zeggen :

Wij allen, Vlamingen en Walen, wij hebben in dezen tijd slechts een wensch, één verlangen, één gedacht :
« **HET BELGISCH VADERLAND VRIJ EN ONVERDEELD !** »

Geteekend :

Louis FRANCK, Volksvertegenwoordiger voor Antwerpen, voorzitter van den Bond der Vlaamsche Rechtsgeleerden ;

Baron COGELS, Eere-Gouverneur der provincie Antwerpen en Senator ;

Graaf DE BAILLET-LATOURE, Eere-Gouverneur der provincie Antwerpen en Senator ;

Jan De Vos, Burgemeester van Antwerpen ;

Alfons RIJCKMANS, Senator voor Antwerpen ;

Leon VAN PEBORGH, Senator voor Antwerpen ;

ELBERS, Senator van Brabant ;

VINCK, Senator van Brabant ;
DE BECKER-REMY, Senator voor Leuven.
Baron DE KERCHOVE D'EXAERDE, Senator voor
Audenaerde-Aalst ;
DE BLIECK, Senator voor Audenaerde-Aalst ;
Oscar VAN DER MOLEN, Senator voor Antwerpen ;
CALLENS, Senator voor Antwerpen ;
Baron VAN REYNEGOM DE BUZET, Senator voor Mechelen-
Turnhout
G. ROYERS, Volksvertegenwoordiger voor Antwerpen ;
R. DE KERCHOVE d'EXAERDE, Volksvertegenwoordiger voor
Antwerpen ;
DE MEESTER, Volksvertegenwoordiger voor Antwerpen ;
Edm. DUYSTERS, Volksvertegenwoordiger voor Antwerpen ;
F. DE SCHUTTER, Volksvertegenwoordiger voor Antwerpen ;
DE BUE, questor der Kamer van Volksvertegenwoordigers,
Brussel ;
BORGINON, Volksvertegenwoordiger voor Brussel ;
ROBIJN, Volksvertegenwoordiger voor Brussel ;
Burggraaf de JONGHE d'ARDOYE, Volksvertegenwoordiger
van Brussel ;
J. NOBELS, Volksvertegenwoordiger voor Sint-Niklaas ;
Dr LAMBORELLE, Volksvertegenwoordiger voor Mechelen ;
J. RENS, Volksvertegenwoordiger voor Aalst ;
TIBBAUT, Volksvertegenwoordiger voor Dendermonde ;
BUYL, Volksvertegenwoordiger voor Oostende-Veurne-
Dixmuide ;
Raoul CLAES, Volksvertegenwoordiger voor Leuven ;
Cl. PETEN, Volksvertegenwoordiger voor Hasselt ;
Jos. VERACHTERT, Volksvertegenwoordiger voor
Turnhout ;
A. VERSTEYLEN, Volksvertegenwoordiger voor Turnhout ;
Edm. PICARD, Deken der advokaten bij het Verbrekingshof te
Brussel ;
Emm. MONTENS, waarnemend voorzitter der Bestendige
Deputatie van Antwerpen ;
A. VERWILGHEN, lid der Bestendige Deputatie van Oost-
Vlaanderen ;

VAN HOORENBEEK, waarnemend burgemeester van Mechelen ;
F. DU FOUR, waarnemend Burgemeester van Turnhout ;
Dr DE SMEDT, Burgemeester van Sint-Niklaas ;
COOTMANS, Burgemeester van Berchem ;
Dr VAN DAMME, Burgemeester van Hoboken ;
A. COOLS, Schepen der stad Antwerpen, bestuurlid van de Belgische Werkliedenpartij ;
Fr. VAN DEN HENDEN, Schepen van Mechelen ;
Mgr. CLEYNHENS, Deken van Antwerpen ;
Mgr Roucourt, Deken van Berchem ;
Pater HUTTEN, van de Orde van den Heiligen Dominicus ;
Kan. E. LUYTGARENS, Secretaris van den Belgischen Boerenbond ;
Prof. E. VLIBERGH, Hoogleraar te Leuven, Algemeen voorzitter van het Davidsfonds ;
Prof. A. VERMEYLEN, Hoogleraar te Leuven, Algemeen voorzitter der Vereeniging van Vlaamsche letterkundigen ;
Prof. DUFLOU, Hoogleraar te Brussel ;
Dr GALLEMAERTS, Hoogleraar te Brussel ;
Dr HEGENSCHIEDT, Letterkundige, Docent aan de Hoogeschool te Brussel ;
Dr NUYENS, uitt. Voorzitter van de «Nederduitsche Bond van Antwerpen», Voorzitter van de « Katholieke Vlaamsche Hoogeschool-uitbreiding » ;
Jul. LAGAE, Beeldhouwer, Lid der Koninklijke Academie, Brussel ;
Juliaan De VRIENDT, Oud-Volksvertegenwoordiger, Bestuurder der Academie van Schoone Kunsten, Antwerpen ;
N. CUPERUS, Eere-Voorzitter van den « Liberale Vlaamsche Bond van Antwerpen » ;
E. DE PUYDT, Voorzitter van den « Liberale Vlaamsche Bond van Antwerpen » ;
Dr TEIRLINCK, Voorzitter van den « Liberale Volksbond », Brussel ;
Is. VAN DOOSSELAERE, Ven. Meester van de «Vrijmetselaarsloge Marnix van Sint-Aldegonde » ;
Jan VAN MENTEN, Voorzitter van den « Bond der Belgische

Drukkers (afdeeling Antwerpen-Limburg);
Karel WEYLER, Gemeenteraadslid van Antwerpen, Oud-Voorzitter van de « Liberale Volkspartij » en van de «Vlaamsche Conferencie der Balie van Antwerpen » ;
M. MOESSLY, Oud-Voorzitter van de « Liberale Volkspartij van Antwerpen » ;
J.-G. DELANNOY, Gemeenteraadslid van Antwerpen, Bestuurlid van de « Belgische Werkliedenpartij » ;
Hector LEBON, Oud-Voorzitter van de «Vlaamsche Conferencie van de Balie van Antwerpen », Secretaris van den Tuchtraad der Advokatenorde ;
J. JANS, Oud-Stafhouder der Balie van Antwerpen ;
K. ADRIAENSENS, Voorzitter van den Onderwijzersbond « Diesterweg » ;
J. SOETEN, Gemeenteraadslid van Antwerpen ;
Dr SCHUYTEN, Bestuurlid van de « Vlaamsche Natuur- en Geneeskundige Congressen »;
Dr Maurits SABBE, redactor van den «Vlaamschen Gids », Mechelen ;
Herman TEIRLINCK, Letterkundige, Bestuurlid van de «Vereeniging van Vlaamsche Letterkundigen », Brussel ;
Karel VAN DE WOESTIJNE, Letterkundige, Brussel ;
F. CLAES, Voorzitter van den « Antwerpschen Oudheidskundigen Kring », Conservator der Musea Steen en Vleeschhuis ;
R. KREGLINGER, Oud-Secretaris der « Liberale en Grondwettelijke Vereeniging van Antwerpen », Secretaris der afdeeling Antwerpen van het «Onderrichtsverbond » ;
Walter VAN KUYCK, Onder-Voorzitter van het «Liberaal Democratisch Verbond » ;
V. RESSELER, Secretaris der « Vereeniging tot Bevordering van Volkskracht » ;
Jef VAN DE VENNE, Secretaris van den « Liberale Vlaamsche Bond van Antwerpen » ;
Aug. DE BRUYNE, Gemeenteraadslid van Hoboken ;
GEERSENS, Voorzitter der « Vlaamsche Jonge Wacht van Antwerpen ».

(1) Deze enkele woorden : (*U niet ... gevoelens*, ontbreken in het exemplaar dat uit België toekwam en werden uit het Fransch vertaald.

Source : *Wat de Belgen uit bezet België over de besrtuurlijke scheiding denken* (met eene inleiding van den heer H. Carton de Wiart, Minister van Justitie); Le Havre, Uitgave van het "Belgisch Documentatie-Bureel" ; (1917), blzd. 13-23 :

<http://uurl.kbr.be/1045260?bt=europeanaapi>

<http://leesmuseum.bibliotheekarnhem.nl/Books/mp-pdf-bestanden/LM01521.pdf>

Version française : *Ce que les Belges de la Belgique envahie pensent de la séparation administrative* (avec une introduction d'Henri Carton de Wiart, ministre de la Justice) ; Le Havre, « Bureau documentaire Belge » ; 1917, pp. 15-25 :

<http://uurl.kbr.be/1045262?bt=europeanaapi>

<http://lib.ugent.be/viewer/archive.ugent.be:BBF9595E-C599-11E1-A250-0BD3AAF23FF7#?c=0&m=0&s=0&cv=0&r=0&xywh=-1851%2C-196%2C6040%2C3904>

